

L'auto-ségrégation : quand les gens disent non à la ville

Si l'urbanité est un art de vivre ensemble, l'exemple des villes brésiliennes laisse imaginer un avenir de séparation non seulement pour les plus pauvres mais désormais pour les plus riches, et cette fois-ci de façon délibérée dans les condominiums fermés : sait-on vraiment ce qu'on risque de perdre ainsi ?

Quand une partie de la population prend l'initiative d'abandonner la vie urbaine et de se regrouper dans des quartiers strictement résidentiels éloignés de dizaines de kilomètres du centre-ville, on assiste à une inversion du processus historique d'occupation des villes. Les villes ont toujours essayé de se protéger de la « barbarie », des « envahisseurs ». Les barbares étaient au-delà des murs de la ville. L'expulsion de la ville était la punition suprême.

À la recherche de l'air de la liberté qu'on respirait dans les villes, les murs ont été infiltrés, détruits. Murs rompus, les barbares, tous ceux qui n'étaient pas acceptés dans la vie citadine ont été pourtant ségrégués à l'intérieur du tissu urbain. Les citoyens ont créé des enclaves au sein de leurs propres villes pour se protéger des barbares envahisseurs. Les murs, auparavant obstacles entre ceux du dedans et ceux du dehors, ont acquis une place au milieu des villes : les exclus ont été isolés dans les ghettos. Une fois les murailles démolies, on pouvait espérer la disparition des murs culturels, religieux, ethniques et sociaux dans la pluralité attendue de la société urbaine. Au contraire, nous assistons à la construction de

nouveaux murs. Désormais, ce sont les « citoyens », qui se sentent envahis au cœur de la ville, ce sont eux qui désirent la ségrégation, l'auto-ségrégation – en laissant la ville aux « barbares ».

Alors que l'auto-ségrégation dans les condominiums fermés n'est pas seulement une option des classes supérieures, mais devient aussi l'objet du désir des classes moyennes, nous pouvons constater un processus de négation de la ville à partir d'une de ces caractéristiques les plus essentielles : la multiplicité des groupes sociaux habitant un même territoire.

Dans cet article, nous proposons une réflexion sur ces mouvements d'exclusion, de ségrégation et d'auto-ségrégation socio-économiques et spatiaux dans les villes brésiliennes. Ainsi qu'une réflexion sur les défis et les problèmes posés à l'administration publique face aux tendances à l'auto-ségrégation de secteurs socialement et politiquement dominants.

La ville, l'urbain

Soyons clairs, les villes ne gênent pas les déséquilibres sociaux. Les villes ont le pouvoir d'aimer, d'attirer ceux qui n'ont pas d'opportunités ailleurs – et si la ville est le territoire où les conflits émergent, c'est la réflexion sur ces caractéristiques sociales, culturelles, économiques et spatiales qui permet de comprendre cette complexité.

Un des défis de l'analyse de l'urbain vient d'Henri Lefèbvre (1970) qui a proposé d'une façon claire la distinction entre la ville et l'urbain. La ville est l'objet, où on peut agir, tandis que l'urbain (synthèse de la société urbaine) est un phénomène, donc dynamique, variable. La forme établie de la ville peut apporter quelques directions, quelques sens à l'urbain, mais c'est l'urbain qui la constitue et qui la modifie. Les discussions conceptuelles et les transformations sociales qui avaient enlevé une partie de la force de la proposition de Lefèbvre sur le phénomène urbain lié à l'industrialisation n'ont pas affaibli, cependant, la force du phénomène urbain en tant que catégorie analytique et synthétique pour comprendre la société. Penser la ville nécessite de penser l'urbain, de laisser l'écorce et les viscères pour atteindre les forces qui animent la ville.

La ville, objet concret et défini, c'est aussi l'espace vécu. Nous pourrions dire que nous sommes constitués par l'urbain, mais nous vivons les villes, et c'est dans les villes que nous laissons des traces, que nous constituons des symboles physiques et imaginaires, que nous formons des images de nos aspirations.

Penser l'urbain dépend, en retour, du contact avec la ville – toucher son écorce, la vivre en profondeur à travers les traces que nous laissons dans sa concrétude.

Les mouvements d'exclusion, ségrégation et d'auto-ségrégation vécus en même temps dans les villes contemporaines, surtout dans les pays caractérisés par de grandes inégalités sociales, doivent être pris comme des indices de grandes transformations sociales matérialisées dans le concret de la ville ; mais aussi, dans certains cas, ils permettent de comprendre comment la conformation spatiale des questions urbaines peut mettre en échec quelques présupposés analytiques.

Penser l'organisation de l'espace comme un indicateur des sujets sociaux et urbains, c'est suivre les normes analytiques consacrées. En revanche, lorsque, dans un même secteur urbain, on voit côte à côte l'exclusion d'un groupe social et l'auto-ségrégation d'un autre, nous devons remettre en cause ces normes analytiques habituelles.

C'est le cas de quelques catégories analytiques telles que « exil », « périurbanisation » et « gentrification » qui ne nous paraissent pas pertinentes pour étudier le cas des grandes villes brésiliennes. Dans une édition consacrée à ces catégories dans le magazine *Esprit*, J. Donzelot (2004) souligne l'exil de la population défavorisée dans les « quartiers d'infortune », la périurbanisation de la classe moyenne qui s'éloigne des villes et la gentrification « des centres anciens qui se voient réinvestis par les classes moyennes supérieures avec ce que cela implique en termes de hausse des prix du foncier ».

Ce que l'on voit dans les grandes villes brésiliennes est différent. Rares sont les investissements dans les zones urbaines centrales, à l'exception de quelques projets ponctuels commandités par l'État. Dans son ensemble, la ville est habitée par les classes moyennes et inférieures. Les classes moyennes vivent dans des maisons fortifiées (grillages à toutes les fenêtres, hauts murs, sécurité et systèmes privés de surveillance 24 heures sur 24) ; les pauvres dans des zones périphériques ou des interstices urbains (dans les favelas, sous des ponts, sur des terres abandonnées ou envahies). Mais dans les franges de la ville, vivent aussi des millions de personnes qui constituent une population complètement exclue des avantages de la vie urbaine, des gens qui occupent des zones sans accès aux services et équipements publics essentiels, qui habitent fréquemment des zones de protection environnementale où se trouvent les ressources en eau. Et encore au delà des franges de la ville, se retrouvent les classes hautes et hautes-moyennes, qui s'auto-ségrèguent dans les condominiums fermés, construisant les nouvelles formes d'organisation sociale et spatiale qui les protègent de la ville proprement dite.

Une autre catégorie analytique en déclin est celle de l'espace et de la sphère publics, ce qui n'est pas une particularité des pays en voie de

développement. Les phénomènes de « cocooning » de la classe moyenne et l'établissement des « communautés entourées » (communautés-forteresses, gated-communities), rendus possibles grâce à la voiture et à l'infrastructure des technologies de communication, sont devenus un souci majeur pour l'aménagement des villes dans tous les pays (Aurigi/Graham, 1999).

L'« âge de l'accès » est caractérisée par Jeremy Rifkin par l'isolement « d'une partie de la population humaine du "reste" à une échelle jamais vue ». Cette « séparation de l'humanité en deux sphères différentes de l'existence » se fait en fonction des inégalités sociales (Rifkin, 2001 : 14). La prolifération des condominiums fermés avec ses systèmes sophistiqués de sécurité et le nombre croissant de voitures blindées et d'hélicoptères qui transportent des cadres entre la maison et le bureau, le shopping ou l'aéroport, représentent un aspect de l'abandon des espaces publics par les classes moyennes et supérieures, mais indiquent aussi le retrait de l'élite de la vie et de la politique sociales des villes – ce qui constitue un défi pour les conceptions de la sphère publique urbaine, et même de la société.

Exclusion, ségrégation, auto-ségrégation

Les expériences institutionnalisées de ségrégation spatiale au Brésil sont ancrées dans le triste passé de l'esclavage. Non sans raison, l'abolition de l'esclavage, en 1888, a coïncidé avec la naissance d'une classe bourgeoise et urbaine, surtout dans la capitale fédérale d'alors, Rio de Janeiro. Cette société urbaine s'est formée à partir des changements dans l'économie agraire basée sur la force de travail des esclaves, de l'industrialisation croissante et du déplacement des centres de pouvoirs économiques, culturels et sociaux vers le sud-est du pays qui en a résulté dans les décennies suivantes. Les esclaves libres avaient lancé une grande vague de migration vers les villes qui a atteint son sommet dans les années 1970.

Cependant, la liberté légale de l'esclave ne se traduisait pas par des droits sociaux. La distribution inégale de la propriété continuait comme auparavant et empêchait, pour une grande partie de la population, l'accès à la terre urbaine. L'arrivée des immigrants dans les villes était toujours liée à l'offre de main-d'œuvre bon marché, utilisée pour construire et transformer la ville, sans offrir en contrepartie des conditions économiques minimales de vie, ce qui a conduit une grande partie de la population à vivre dans les rues des métropoles : ils n'étaient plus officiellement exclus, mais ils n'étaient pas encore intégrés à la vie urbaine. Brasília, la capitale symbole du modernisme, a été inaugurée

alors que 2/3 de la population vivait à l'extérieur du « plan pilote », exclue de la cité, ce qui a débouché sur les villes-satellites, une urbanisation spontanée juxtaposée à la capitale officielle.

Les périphéries urbaines se sont structurées de manière spontanée, sans s'appuyer sur les lignes directrices de la planification technique. Ces périphéries se sont installées dans des secteurs fragiles, sans infrastructure, sans garanties ni règles de l'État, loin de la ville légale. Un mouvement pendulaire de ces personnes qui vivent aux bords de la ville s'est créé vers le centre urbanisé, en quête quotidienne de travail et de services urbains (comme les hôpitaux, la police, etc.). Par son ampleur et son dynamisme, cette périphérie urbaine est devenue « l'icône de l'urbanisation du tiers-monde » (Hampf, 2000).

L'expulsion hors des limites de la ville, en direction des périphéries sans infrastructure, où vivent les exclus du processus du développement socio-économique continue toujours actuellement dans les grandes villes brésiliennes (Caldeira, 2000).

La ségrégation dans la ville

Au delà des formes d'exclusion de la vie urbaine à travers l'expulsion hors de ses limites, on peut observer une ségrégation spatiale à l'intérieur de la ville. La formation d'enclaves d'exclus dans les villes (on peut l'appeler la « ghettoïsation ») a connu peu d'expériences officielles au Brésil (Neves, 2003). Cependant, la politique publique et les directives de l'urbanisation (ou leur absence) ont induit la formation et la consolidation de groupements urbains précaires et informels dans les villes: les favelas.

Ce sont des enclaves au sein la ville où la police n'entre pas. L'action de l'État est restreinte, et les « forces occultes », comme le trafic de drogue et le crime organisé, définissent les règles du jeu. Des enclaves sans écoles, sans équipements de santé, sans police. Tâches uniformes sur les cartes officielles, elles sont le signe de leur non intégration à la ville formelle.

Si, jusqu'aux années 60, les favelas pouvaient être liées aux milliers de migrants qui arrivaient des régions sous-développées du nord du pays, la consolidation et la constitution de nouvelles favelas sont de plus en plus le fruit de facteurs intra-métropolitains, comme la pénurie et l'augmentation de la valeur de la terre des villes, la difficulté d'accès au marché immobilier formel, l'appauvrissement de la population, le chômage et la diminution des salaires (Costa, 2004).

La ville de Rio de Janeiro, qui possède la plus grande population vivant dans les favelas, pendant des décennies a sublimé l'inégalité sociale

entre les habitants de ville et les isolés dans les favelas. Une image de convivialité pacifique a été construite et utilisée pour démontrer un certain équilibre social entre ces populations: l'image symbole était la plage, là où les habitants du Leblon (classe supérieure moyenne) et de la favela Chácara do Céu (manoir du ciel) se rencontraient. Mais cette image paisible était aussi une des caractéristiques anthropologiques les plus synthétiques de la paralysie sociale du pays, identifiée et étudiée par Gilbert Freyre (1933) depuis la période coloniale de l'esclavage. Une telle « conviviabilité pacifique » a atteint son point limite dans l'exploitation économique par le tourisme sous forme de programmes de visites guidées dans les favelas de Rio de Janeiro.

Mais les favelas sont dans les villes. Même si, sur beaucoup de cartes officielles, elles n'apparaissent pas, leurs rues tortueuses sont reliées au réseau routier de la ville; les égouts des maisons descendent vers les plages fréquentées par l'élite locale et les touristes internationaux, et sa population « envahit » les rues de la ville tous les jours pour faire ses études, pour travailler ou même voler, à la quête des moyens de survie. Cette invasion est perçue comme violente et menaçante, produisant de l'incertitude, de la crainte et de la terreur. Et, pour les habitants de cette ville dite de la « convivialité pacifique », cette invasion intra-utérine peut paraître tout à fait incontournable. À la différence de l'invasion barbare, qui venait d'au-delà des murs, les favelas font partie du tissu urbain: c'est une invasion à partir de l'intérieur même, une invasion de sa propre ville par la ville.

Entre l'autophagie qui la met en question et le cancer malin dont les cellules se consomment elles-mêmes, la ville choisit souvent l'identification des cellules cancérogènes pour les attaquer ou pour les isoler. En 2004, après une semaine particulièrement violente dans la ville, c'est exactement ce qu'a considéré le secrétaire de l'environnement de l'état de Rio de Janeiro, Luiz Pablo Conde, aménageur urbain et ancien maire. Pour lui, dans une proposition acceptée par la Mairie, la favela de Rocinha, voisine du célèbre quartier de Copacabana, devait être entourée par des murs de 3 mètres de haut – et trois autres favelas devaient être « partiellement murées ».

Dans cette proposition, on peut voir l'espoir que, isolés de la vie urbaine, les « envahisseurs » finissent par se détruire eux-mêmes. La ghettoïsation constitue une ressource extrême, un instrument urbanistique aveugle, une solution simpliste, mais elle démontre aussi un manque de compréhension d'un phénomène social complexe, dont la solution ne peut être trouvée à l'aide des instruments habituels de la planification urbaine.

Les condominiums hors la ville

Certains habitants choisissent de s'enfuir. Face aux disparités socio-économiques brutales des grandes villes – qui sont à la base de la violence urbaine – les gens des classes supérieures et, plus tard, des classes moyenne-supérieures, décident d'abandonner la ville et se déplacent vers des condominiums résidentiels fermés, quelques fois éloignés de dizaines de kilomètres des centres de travail, d'éducation et de services.

Du point de vue de l'histoire des villes, de la germination, de la constitution et de la consolidation de la société urbaine, la décision d'abandon volontaire de la ville va à contre-courant du mouvement historique et trouve seulement un écho dans des propositions visionnaires comme celles des utopistes. Si ces propositions n'ont produit aucune expérience concrète alternative, on peut aussi considérer que, au-delà de l'abandon de la ville, elles ne débouchaient pas sur l'abandon d'une forme de vie urbaine.

À la différence de ces abandons utopistes, l'auto-ségrégation des condominiums fermés se coupe de la société urbaine. Tous les habitants utilisent toujours les avantages urbains (le travail, les équipements privés de santé et d'éducation ou les centres de commerce et de services). Mais il s'agit d'une utilisation sélective. Une ville atomisée et pulvérisée émerge, dont les fragments sont liés, exclusivement, par des intérêts individuels, ponctuels et de consommation, ne constituant pas un ensemble pluriel de conformations sociales, économiques, culturelles et environnementales.

Le premier de ces condominiums fermés isolé des villes a été l'Alphaville, implanté en 1974 dans la ville de Barueri, éloigné de quelques dizaines de kilomètres de São Paulo. Ses caractéristiques de base sont :

- l'éloignement de la ville à laquelle il reste attaché pour tous les services de base, y compris les investissements (la plus part du temps public) en infrastructure routière ;
- des limites précises et un contrôle de l'accès pour les non-habitants ;
- des normes architecturales et urbanistiques qui produisent des caractéristiques harmonisées.

Le revenu mensuel pour être accepté dans les condominiums est, en moyenne, R\$10000,00¹.

¹ Le salaire minimum au Brésil est de R\$240,00 - x % de la population ont un revenu mensuel de R\$10.000,00.

Quelles sont les raisons du succès des condominiums fermés éloignés de la ville avouées par des habitants, des candidats ou des entrepreneurs, qui en font une option de plus en

plus désirée par les classes supérieures et moyennes supérieures? Echapper à la pollution, au trafic routier intense et, en premier lieu, à la violence des centres urbains.

En raison de son obsession sécuritaire (équipe privée de policiers et équipement de surveillance, sélection de ceux qui peuvent vivre au condominium), de ses éléments urbanistiques (contrôle d'accès, murs, normes architecturales), et de son nom, le premier des condominiums fermés au Brésil a été aisément comparé à la société perpétuellement observée du film *Alphaville* (1965), de Jean-Luc Godard. Dans l'*Alphaville* de Godard, l'ordinateur Alpha-60 contrôlait tout – tous les livres étaient identiques et les femmes répétaient tout le temps la même expression.

Aujourd'hui le modèle d'*Alphaville* est étendu dans plusieurs villes brésiliennes et quelques villes portugaises. Conçu à l'origine pour les gens de la classe moyenne supérieure qui travaillaient dans les bureaux d'un parc industriel voisin, il a attiré une population qui y habitait mais qui se déplaçait quotidiennement à São Paulo pour travailler, étudier, faire ses achats, etc.

À partir du modèle d'Alphaville, d'autres modèles ont dérivés : les extraluxueux (les résidences étaient réparties dans des domaines de golf) ; puis, des modèles pour la classe moyenne, vendus par annonces dans les principaux périodiques nationaux, et devenant l'objet de désir immobilier d'une grande partie de la population de cette classe.

Conclusion

D'un côté, des enclaves pour « envahisseurs » dans les ghettos et favelas urbains, de l'autre, l'auto-ségrégation et l'abandon délibéré de la ville. Cette situation met en cause la forme de vie urbaine aussi bien que la gestion publique de l'espace urbain. S'agit-il d'un symptôme de négation de l'urbain ou de son extrapolation?

Ces tendances constituent la négation de la diversité sociale, économique, spatiale et culturelle de la société urbaine. Voit-on émerger une substitution par un autre modèle? Il ne s'agit pas d'un retour au modèle précédent, ni d'une alternative visionnaire pour une société indépendante soutenable. Serait-ce alors une purification de la société urbaine dans ce qu'elle a d'essentiel à la vie de certains groupes socio-économiques qui auraient ainsi construit des infrastructures et des formes d'organisation qui leur donnent la possibilité de « vivre sélectivement la ville » – à travers des liens réduits à des services, équipements et activités bien déterminés, et seulement à des moments précis?

Sera-t-il possible au contraire de construire des ponts – physiques et

symboliques, réels et virtuels –pour intégrer les ghettos d'exclus et les clôtures des reclus pour revitaliser les espaces publics urbains, dans le sens de Lefèbvre? Sera-t-il possible de créer des modes de communication entre ces deux sphères non seulement pour atténuer les conflits sociaux existants, mais également pour rattacher les perceptions et les discours entre ces deux sphères antagoniques dont parle Rifkin, de sorte que la compréhension, la solidarité et même la société soient encore possibles?

Le déclin de l'aménagement et de la gouvernance urbaine, qui sont le résultat de la complexité, de la dynamique et de la diversité des sociétés contemporaines, de plus en plus globalisées et de plus en plus interdépendantes, est renforcé par ces tendances à l'exclusion, à la ghettoïsation, à la gentrification et à la fragmentation urbaines que nous venons de présenter.

■ Bibliographie

Bauman, Z., *Em busca da política*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2000.

Caldeira, T. P. do Rio, *Cidade de muros. Crime, segregação e cidadania em São Paulo*, São Paulo, 34 e Edusp, 2000.

Costa, É., «Favela: retrato da exclusão social», in *Arquitextos – especial n°214*, São Paulo, Vitruvius, fevereiro 2004.

Donzelot, J., «La ville à trois vitesses: relégation, périurbanisation, gentrification», in *Esprit*, Paris, mars-avril 2004.

Freyre, G., *Casa-grande & senzala*, Rio de Janeiro, Maia & Chmidt, 1933.

Neves, F. de C., «Tragédia oculta», in *Nossa História*, Rio de Janeiro, Biblioteca Nacional, 2003.

Rifkin, J., *The age of access. The new culture of hypcapitalism where all of life is a paid-for experience*, New York, Penguin Putman (First Trade Paperback Edition), 2001.

Dans les dernières décennies de la démocratisation brésilienne, le pays a vécu une phase d'intense expérimentation démocratique, surtout dans la sphère urbaine. La démocratie participative a eu comme objectif primordial l'inclusion de ceux qui étaient exclus et marginalisés vis-à-vis des processus politiques et administratifs. Le budget participatif, les conseils populaires, les conférences de ville constituent des innovations institutionnelles qui ont tenté de modifier les relations de pouvoir d'exclusion qui existaient dans ce pays. Cependant, face aux tendances à l'auto-ségrégation et à la réclusion des élites traditionnelles, l'espace public habituel d'intermédiation sociale et politique a perdu du terrain face au marché en tant que force dominante de transformation urbaine. Les membres du gouvernement découvrent les pauvres pour les besoins de leur politique, dans une phase où les riches n'en ont plus besoin pour poursuivre leurs intérêts. La participation des riches dans ces nouvelles formes de négociation sociale a été limitée, limitée aux processus où des avantages économiques pouvaient être obtenus. La ville a été réduite pour les riches à son exploitation comme un objet de consommation privée et sélective.

Le plus grand défi pour la gestion et la démocratie locales ne serait-il pas l'inclusion non des exclus mais celle des reclus? Et cela dans un processus politique conflictuel, de contestation et de négociation. On peut dire alors avec Zygmunt Bauman que le défi principal est la réinvention de l'agora, «cet espace ni privé ni public, et cependant, en même temps public [...], espace où les idées peuvent naître et prendre forme, comme "le bien public", la société juste ou les "valeurs partagées" » (Bauman, 2000 : 11). Pourtant, les chances de cette utopie de devenir réalité sont limitées, comme nous avons voulu le montrer. Mais il faut continuer à chercher d'autres chemins possibles.